

Indice de progrès social (*Social Progress Index, SPI*) Mesurer plus que le PIB

Georges Kioes
Partner
Public Sector Leader
Deloitte

Tom Pfeiffer
Partner
Audit
Deloitte

Mesurer la croissance économique ne suffit plus pour mesurer le développement d'un pays. La société a besoin de mettre l'accent également sur les besoins humains élémentaires, les bases du bien-être et les opportunités. La mesure du succès d'une société doit dépasser les résultats économiques.

L'indice de progrès social est le premier indice de ce type - sans indicateurs économiques, il ne mesure que les résultats sociaux et environnementaux.





Le SPI mesure plus précisément la santé d'une société à l'aide de 52 indicateurs

The Social Progress Imperative, une organisation à but non lucratif fondée aux États-Unis, a publié, avec l'assistance de Deloitte, son rapport sur l'Indice de progrès social 2015. L'indice de progrès social est un nouvel indice qui mesure la croissance en analysant les progrès d'un pays d'un point de vue social. Cet indice est entièrement non économique et s'ajoute au PIB comme un outil complémentaire, un indice de référence clé pour obtenir un aperçu complet et inclusif des progrès d'un pays. Il repose sur 4 principes de conception clés:

1. Indicateurs exclusivement sociaux et environnementaux
2. Des résultats qui impactent réellement la vie des personnes, pas les données
3. Holistique et pertinent pour tous les pays (mesure holistique du progrès social qui comprend les nombreux aspects de la santé des sociétés)
4. Concret: l'indice est un outil pratique pour aider à mettre en place des politiques et des programmes qui accéléreront le progrès social

En d'autres termes, le SPI mesure plus précisément la santé d'une société à l'aide de 52 indicateurs. Il nous aide à comprendre rigoureusement le niveau de progrès social qui est atteint dans une société à travers de nombreuses dimensions/composantes, comme:

- Les besoins humains élémentaires
- Les bases du bien-être
- Les opportunités

L'indice de progrès social 2015 évalue 133 pays, soit 94% de la population mondiale au total, et 28 pays disposant de données partielles en plus.

Il existe des différences importantes dans le monde sur différents aspects du progrès social. Si le monde était considéré comme un seul pays, il obtiendrait un score de 61,00 sur l'indice de progrès social, sur une base pondérée selon la population.

Figure 1: L'indice du progrès social dans le monde et les scores des composantes

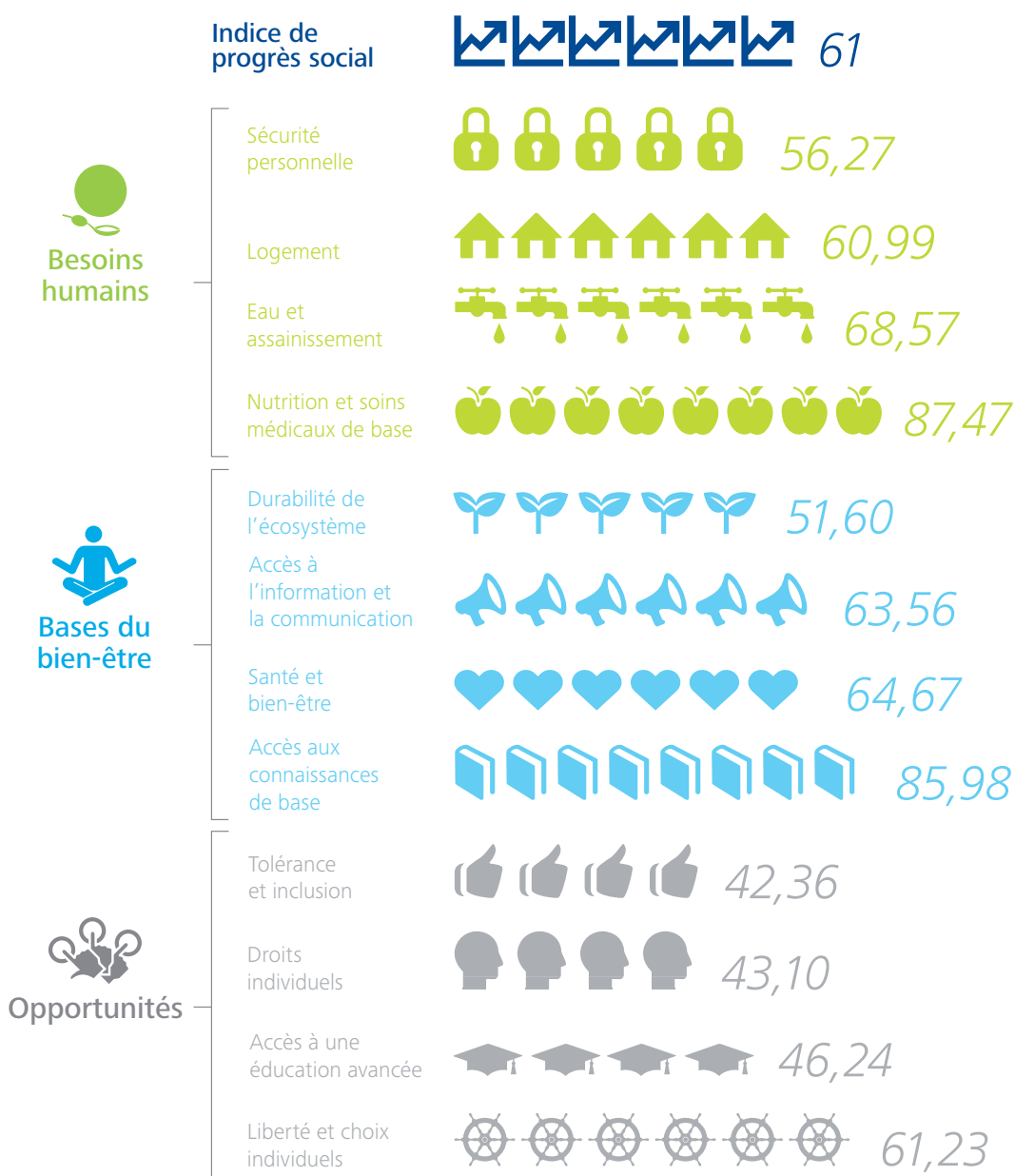


Figure 2: Indice de progrès social 2015 - Classement

 Rang	 Pays	 Score	 PIB par habitant PPP	 Rang	 Pays	 Score	 PIB par habitant PPP
PROGRES SOCIAL TRES ELEVE				PROGRES SOCIAL MOYEN			
1	Norvège	88.36	\$62,448	32	Hongrie	74.80	\$22,914
2	Suède	88.06	\$43,741	33	Lettonie	74.12	\$21,825
3	Suisse	87.97	\$54,697	34	Grèce	74.03	\$24,540
4	Islande	87.62	\$41,250	35	Lithuanie	74.00	\$24,483
5	Nouvelle-Zélande	87.08	\$32,808	36	Ile Maurice	73.66	\$16,648
6	Canada	86.89	\$41,894	37	Croatie	73.30	\$20,063
7	Finlande	86.75	\$38,846	38	Argentine	73.08	
8	Danemark	86.63	\$41,991	39	Émirats arabes unis	72.79	\$57,045
9	Pays-Bas	86.50	\$44,945	40	Israël	72.60	\$31,029
10	Australie	86.42	\$42,831	41	Panama	71.79	\$18,793
PROGRES SOCIAL ELEVE				42	Brésil	70.89	\$14,555
11	Royaume-Uni	84.68	\$62,448	43	Bulgarie	70.19	\$15,695
12	Irlande	84.66	\$43,741	44	Jamaïque	69.83	\$8,607
13	Autriche	84.45	\$54,697	45	Serbie	69.79	\$12,893
14	Allemagne	84.04	\$41,250	46	Malaisie	69.55	\$22,589
15	Japon	83.15	\$32,808	47	Koweït	69.19	\$84,188
16	États-Unis	82.85	\$41,894	48	Monténégro	69.01	\$14,152
17	Belgique	82.83	\$38,846	49	Colombie	68.85	\$12,025
18	Portugal	81.91	\$41,991	50	Roumanie	68.37	\$18,200
19	Slovénie	81.62	\$44,945	51	Équateur	68.25	\$10,541
20	Espagne	81.17	\$42,831	52	Albanie	68.19	\$10,405
21	France	80.82	\$37,154	53	Macedonie	67.79	\$11,609
22	République tchèque	80.59	\$27,959	54	Mexique	67.50	\$16,291
23	Estonie	80.49	\$25,132	55	Pérou	67.23	\$11,396
24	Uruguay	79.21	\$18,966	56	Paraguay	67.10	\$7,833
25	Slovaquie	78.45	\$26,263	PROGRES SOCIAL MOYEN (INFERIEUR)			
26	Chili	78.29	\$21,714	57	Thaïlande	66.34	\$13,932
27	Pologne	77.98	\$22,877	58	Turquie	66.24	\$18,660
28	Costa Rica	77.88	\$13,431	59	Bosnie-Herzégovine	66.15	\$9,387
29	Corée du Sud	77.70	\$32,708	60	Géorgie	65.89	\$6,946
30	Chypre	77.45	\$27,394	61	Arménie	65.70	\$7,527
31	Italie	77.38	\$34,167	62	Ukraine	65.69	\$8,508
				63	Afrique du Sud	65.64	\$12,106
				64	Philippines	65.46	\$6,326



Rang



Pays



Score

PIB par
habitant PPP

PROGRES SOCIAL MOYEN (INFERIEUR)

65	Botswana	65.22	\$15,247
66	Biélorussie	64.98	\$17,055
67	Tunisie	64.92	\$10,768
68	El Salvador	64.31	\$7,515
69	Arabie saoudite	64.27	\$52,068
70	Moldavie	63.68	\$4,521
71	Russie	63.64	\$23,564
72	Venezuela	63.45	\$17,615
73	Bolivie	63.36	\$5,934
74	Jordanie	63.31	\$11,407
75	Namibie	62.71	\$9,276
76	Azerbaïdjan	62.62	\$16,594
77	République dominicaine	62.47	\$11,795
78	Nicaragua	62.20	\$4,494
79	Guatemala	62.19	\$7,063
80	Liban	61.85	\$16,623
81	Mongolie	61.52	\$9,132
82	Honduras	61.44	\$4,445
83	Kazakhstan	61.38	\$22,467
84	Cuba	60.83	\$18,796
85	Algérie	60.66	\$12,893
86	Indonésie	60.47	\$9,254
87	Guyane	60.42	\$6,336
88	Sri Lanka	60.10	\$9,426
89	Égypte	59.91	\$10,733
90	Ouzbékistan	59.71	\$5,002
91	Maroc	59.56	\$6,967
92	Chine	59.07	\$11,525
93	Kirghizstan	58.58	\$3,110
94	Ghana	58.29	\$3,864
95	Iran	56.82	\$15,090
96	Tadjikistan	56.49	\$2,432
97	Sénégal	56.46	\$2,170
98	Népal	55.33	\$2,173



Rang



Pays



Score

PIB par
habitant PPP

PROGRES SOCIAL FAIBLE

99	Cambodge	53.96	\$2,944
100	Bangladesh	53.39	\$2,853
101	Inde	53.06	\$5,238
102	Laos	52.41	\$4,667
103	Lesotho	52.27	\$2,494
104	Kenya	51.67	\$2,705
105	Zambie	51.62	\$3,800
106	Rwanda	51.60	\$1,426
107	Swaziland	50.94	\$6,471
108	Bénin	50.04	\$1,733
109	République démocratique du Congo	49.60	\$5,680
110	Ouganda	49.49	\$1,368
111	Malawi	48.95	\$755
112	Burkina Faso	48.82	\$1,582
113	Iraq	48.35	\$14,471
114	Cameroun	47.42	\$2,739
115	Djibouti	47.27	\$2,903
116	Tanzanie	47.14	\$1,718
117	Togo	46.66	\$1,346
118	Mali	46.51	\$1,589
119	Myanmar	46.12	
120	Mozambique	46.02	\$1,070
121	Mauritanie	45.85	\$2,945
122	Pakistan	45.66	\$4,454
123	Liberia	44.89	\$850
124	Madagascar	44.50	\$1,369
125	Nigeria	43.31	\$5,423

PROGRES SOCIAL TRÈS FAIBLE

126	Ethiopie	41.04	\$1,336
127	Niger	40.56	\$887
128	Yemen	40.30	\$3,832
129	Angola	40.00	\$7,488
130	Guinée	39.60	\$1,213
131	Afghanistan	35.40	\$1,884
132	Tchad	33.17	\$2,022
133	République centrafricaine	31.42	\$584

En termes d'indice de progrès social, le Luxembourg n'est pas encore classé en raison de données incomplètes

Si un pays ne crée pas les conditions permettant à sa population de satisfaire à ses besoins élémentaires et d'améliorer la qualité de la vie, le pays en tant que société est en échec, même si son PIB est en croissance. Un pays disposant d'un haut revenu par habitant n'a pas nécessairement un haut niveau de progrès social en termes de SPI. En revanche, un pays comme le Costa Rica, dont le PIB est assez faible (59^e sur 133) est classé plus haut sur le plan social qu'un pays ayant un PIB plus élevé, comme l'Italie (20^e sur 133). Le progrès social signifie l'amélioration de la qualité de vie des citoyens, et enfin la création des conditions pour que toute personne puisse réaliser son plein potentiel.

Depuis 1971, le Bhoutan a adopté un outil de mesure en plus du PIB pour mesurer son progrès social, l'« Indice de bonheur national brut ». Un indice qui essaie d'aller plus loin que le PIB: l'Indice de développement humain.

En 2009, après les élections nationales au Luxembourg, le Gouvernement a prévu d'étudier un indice très similaire à l'indice de progrès social, le « PIBien-être ». L'Observatoire de la compétitivité, le Conseil supérieur pour un développement durable et le Conseil économique et social ont alors été chargés par le Gouvernement du Luxembourg de développer cet outil de mesure sociale. Le projet est en cours.

En termes d'indice de progrès social, le Luxembourg n'est pas encore classé en raison de données incomplètes. Néanmoins, d'après une première consultation des données fournies, le Grand-Duché se comporte plutôt bien, en termes de PIB (1^{ère} place) comme par rapport aux composantes les plus sociales. Les seules faiblesses relatives qui le placeraient après des pays ayant un niveau de PIB similaire seraient le taux d'obésité (93^e place) et le nombre d'universités cotées à l'international, qui est de 0 (76^e place). Bien que le Luxembourg ne dispose pas d'une université de renommée internationale selon le SPI, cela ne signifie pas que les citoyens luxembourgeois n'ont pas accès à une éducation avancée. Grâce à la petite taille du pays et à sa situation favorable au cœur de l'Europe (limitrophe de l'Allemagne, de la Belgique et de la France), ses citoyens ont toujours accès à plusieurs universités dans les pays voisins, dans un rayon de moins de 300 km.



Source: Indice de progrès social 2015 - Tableaux de bord

Les pays européens quant à eux se positionnent plutôt bien selon le SPI.

Dans les 10 premiers du classement, 7 pays se situent en Europe, et 4 sont membres de l'Union européenne (Suède, Finlande, Danemark et Pays-Bas). Tous les pays nordiques sont représentés dans les 10 premiers, ce qui indique que le bien-être social dans cette région est le plus élevé parmi les pays européens. Ils constituent un exemple à suivre en maintenant leur PIB à un niveau élevé (tous sont dans les 20 premiers en termes de PIB) et leur progrès social à un niveau également élevé (dans les 10 premiers). D'autres États membres de l'UE ayant un niveau de PIB comparable ne se classent pas loin derrière les 10 premiers.

Comme évoqué ci-dessus, certains exemples prouvent qu'un haut niveau de PIB ne s'accompagne pas toujours d'un haut niveau de progrès social. Des pays comme les Émirats arabes unis, le Koweït et l'Arabie saoudite, notamment, ont un PIB très élevé, mais sont classés très loin derrière en ce qui concerne le progrès social. Ces pays devraient se concentrer sur leur progrès social, en particulier parce qu'ils ont la capacité financière de le faire. En outre, on trouve la Nouvelle-Zélande, qui ne dispose que d'environ la moitié de leur PIB, mais se place 5^e de l'indice de progrès social, alors que les EAU sont 39^e, le Koweït 47^e et l'Arabie saoudite 69^e.

Cela signifie que 15 pays membres de l'UE sont classés dans les 20 premiers du SPI, un chiffre impressionnant, considérant que l'UE compte 28 pays membres au total. De plus, les 28 États membres de l'UE sont classés dans les 50 premiers.

Si l'on partage l'Europe en 4 zones principales, c'est-à-dire l'Europe du Nord, l'Europe de l'Ouest, l'Europe du Sud et l'Europe de l'Est, on remarque que chaque zone en elle-même est classée à un niveau comparable. Les pays d'Europe du Nord sont placés dans la catégorie de "très haut progrès social" de l'indice. Juste après se place l'Europe de l'Ouest, classée en majorité dans le "haut progrès social". Ces pays sont suivis par un mélange des zones du Sud et de l'Est, qui se classent dans la partie basse du "haut progrès social" et dans le "progrès social moyen inférieur". Au total, les 39 pays européens présents dans l'indice sont classés dans les 71 premiers, la Russie occupant la 71^e place.

Pour en revenir aux pays membres de l'UE, quand on examine la liste des 20 premiers pays, on trouve 8 membres de l'UE en plus





Les pays du Golfe, par exemple, sont à la traîne en termes de progrès social, alors que le PIB par habitant est très élevé

Par ailleurs, 9 des 12 États membres de l'UE de la liste des 20 premiers - en dehors du Portugal, de la Slovaquie et de l'Espagne - sont classés dans un mouchoir de poche et partagent des chiffres comparables en termes de PIB par habitant.

En analysant la catégorie de PIB dans laquelle se trouve la Norvège, les résultats montrent clairement des différences flagrantes entre certains de ces pays en termes de SPI.

Le progrès social signifie l'aspiration à une croissance inclusive. Les investissements directs étrangers (IDE) sont un facteur important qui peut être moteur du

développement du progrès social. Le terme d'IDE est utilisé quand une entreprise d'un pays investit dans une autre entreprise d'un pays différent, ou installe une filiale dans cet autre pays. Ces investissements apportent une contribution significative à la croissance économique, et ils ont donc le potentiel de faire avancer le progrès social. Ce n'est toutefois pas le cas dans tous les pays, puisque l'efficacité des IDE sur le progrès social peut varier et dépend d'une série de facteurs économiques, politiques et géographiques.

Ces facteurs peuvent constituer des barrières aux IDE qui les empêchent de soutenir le progrès social. Une économie dont la croissance est trop rapide pourrait caler en termes de progrès social, quand celui-ci ne parvient pas à suivre le même rythme. Il existe d'autres barrières, par exemple quand les IDE sont dirigés vers certains types de secteurs, ce qui provoque des inégalités dans l'économie du pays, c'est le cas des pays en développement. L'instabilité politique, qui menace la sécurité personnelle, n'attire pas les IDE non plus. De plus, les pays sous-développés sont menacés par les pièges de la pauvreté, et aucun IDE n'est dirigé



alors que le PIB par habitant est très élevé. De la même façon, les pays qui proposent plus d'avantages fiscaux peuvent attirer de grandes quantités d'IDE, mais ils ne connaissent pas le progrès social parce que ces IDE ne participent pas à la diversification économique et à son amélioration.

Une étude de cas sur le Botswana a par exemple démontré que des institutions politiques solides et stables ont permis au pays d'éviter les conséquences de la plupart des IDE motivés par les ressources naturelles. Son score élevé relatif à la liberté individuelle et aux droits individuels garantis par les institutions démocratiques et la participation politique contribue à la stabilité politique. Grâce à ces institutions gouvernementales solides, la valeur créée par les ressources naturelles est assurée d'être investie dans la diversification économique, afin de soutenir une croissance stable et inclusive. Par conséquent, des gains limités au court terme sont évités et des objectifs à long terme peuvent être atteints.

Etant donné que les pays émergents doivent rattraper le progrès social, de nombreux IDE sont faits dans ces pays. L'indice de progrès social peut donc aider à attirer les investissements étrangers en servant de guide, quand les entreprises peuvent distinguer clairement les risques et opportunités d'un pays donné présent dans l'indice.

vers ces pays, puisqu'ils manquent de ressources et d'infrastructures de base pour lancer la croissance économique. Cependant, l'indice de progrès social peut aider à identifier d'autres marchés qui présentent un potentiel de croissance à long terme, et que les bons IDE peuvent pousser vers le niveau de développement suivant.

À l'inverse de la corrélation positive normale entre les IDE et le progrès social, il existe des exceptions ; certains pays attirent les IDE mais en retour, le progrès social ne se traduit pas de façon aussi équitable qu'il le faudrait. C'est principalement le cas quand les investissements sont motivés par l'abondance des ressources naturelles d'un pays. Le meilleur exemple de cette situation: quand les IDE n'alimentent que les secteurs visant l'extraction de matières premières, comme le pétrole, les minerais et les métaux, qui ne nécessitent pas une main-d'œuvre très qualifiée. Par conséquent, les pays du Golfe, par exemple, sont à la traîne en termes de progrès social,

En conclusion, on peut dire qu'avec l'indice de progrès social, des pays sont maintenant en mesure d'identifier leurs faiblesses sociales plus facilement et de fixer des priorités pour agir. La plupart des pays ont toujours mis l'accent sur la croissance de leur PIB, et ont pu négliger le progrès social. L'objectif est désormais d'améliorer les deux niveaux, économique mais aussi social, afin d'atteindre un niveau de durabilité sain. Michael Porter, professeur à Harvard, co-créateur du SPI, souhaite créer une "valeur partagée" (Shared value), une valeur économique associée à la valeur sociale. L'indice de progrès social est l'outil le plus fiable qui ait jamais existé pour suivre le progrès social d'un pays et pour observer l'efficacité de la transformation de la croissance économique en progrès social.

Sources:

<http://www.socialprogressimperative.org/data/spi>

<http://www2.deloitte.com/global/en/pages/about-deloitte/articles/fdi-and-inclusive-growth.html>